

## Éric Zemmour, la haine et les médias



*Le corbeau, honteux et confus / Jura mais un peu tard qu'on ne l'y prendrait plus.* Il y en a qui feraient bien, semble-t-il, de prendre exemple sur la fin de la célèbre fable de La Fontaine, et le polémiste préféré des Français Éric Zemmour en fait partie. À peine est-il condamné, le 19 septembre dernier, pour des propos tenus sur le plateau de l'émission *C à vous* en 2016 incitant les musulmans à *choisir entre l'Islam et la France*, à trois mille euros d'amende, qu'il tient un discours on ne peut plus polémique à la première *Convention de la Droite*. Organisée par la revue de *nouvelle droite* *L'Incorrect*, le collectif « Racines d'Avenir », défendant la *jeunesse entrepreneuriale, conservatrice et identitaire* selon leur Page Facebook, et par le cercle « Audace » (globalement des entrepreneurs de droite), cette rencontre au carrefour des droites prônait une alliance du Rassemblement National (RN), des Républicains, mais aussi de populistes déçus de La France Insoumise (LFI), et M. Zemmour en était, avec Marion Maréchal, l'invité-phare. Et pour cause : ce fut lui qui ouvrit, le 28 septembre, cette Convention par un discours qui ne pouvait être autre que sujet à controverse.

Sur le thème de *l'alternative au progressisme* (qui était celui de la Convention), Zemmour a tout d'abord usé à tour de bras de l'antiphrase en demandant à ses auditeurs ce qu'ils faisaient là en s'étonnant du fait que l'on veuille résister au progressisme, à ses valeurs dont il s'attarde à décrire les conséquences négatives (*la Terreur, Verdun, la bombe atomique*). Tout y passe sans distinction, de Caroline de Haas et Rokhaya Diallo nouvelles *reines du monde*, en passant par *les hommes au système pileux abondant pouvant enfin avouer leur vraie nature de femme*, par Sibeth N'Diaye, par la prose de Christine Angot éclipsant celle de Stendhal et de Voltaire et pour finir sur l'art, l'architecture et la musique contemporains. Chacun en prend pour son grade. L'on finit donc par arriver, inévitablement, à l'islam. Car oui, avec Zemmour, l'islam n'est jamais très loin, tapi dans l'ombre de sa pensée acerbe. Et, hop ! Une piécette dans la machine à indignation générale. Ajoutons à cela que la chaîne d'information en continu LCI a soulevé un tollé général dans le paysage audiovisuel français en diffusant l'intégralité de la demi-heure de discours sans charisme, apathique et ennuyeux d'Éric Zemmour.

Alors, à quoi bon, me dira-t-on, perdre du temps à parler – encore – de lui ? Il nous faut ici adopter un tout autre angle de vue que celui de la précédente controverse (16<sup>ème</sup>), qui ne se focalisait que sur son altercation avec Hapsatou Sy (mais tout cela est déjà si lointain !)

En effet, il s'agit d'un Zemmour que l'on laisse s'exprimer à une tribune devant beaucoup (il en est lui-même surpris) de personnes toutes prêtes à écouter la bonne parole de l'essayiste à succès. Oui, le discours d'Éric Zemmour est lourd de sens, et trois spécialistes se sont attelés à analyser la portée des mots prononcés, ainsi que leurs causes et conséquences, dans des tribunes publiées les 2 et 3 octobre 2019, par Tal Bruttman, François Jost et Mémona Hintermann-Afféjee.

Pour Tal Bruttman, historien spécialiste de la question antisémite pendant la Seconde Guerre mondiale, auteur notamment d'Auschwitz (Éd. La Découverte), le discours de M. Zemmour s'inscrit *ouvertement dans la veine fasciste*. Nous ne sommes plus dans la simple polémique frisant l'extrême-droite sans jamais vraiment s'y mêler. La vision de la France par Zemmour n'est plus seulement néoconservatrice et populiste mais bien *eschatologique*, et appelle même à *la guerre civile* selon les mots de Mme Hintermann Afféjee, journaliste chez France 3... Car Éric Zemmour ne s'emploie pas qu'à citer la ribambelle de conséquences du progressisme dans nos sociétés, il déclare que la République est morte (et pleure cette mort alors même qu'il vient de citer Charles Maurras...) et que la cause en est la présence sur son sol d'*un corps étranger inassimilable*. Et, comme toute personne douée d'un tantinet soit peu de raison, M. Bruttman note que cette idée, disséminée dans les théories du Grand Remplacement encore présente dans des cellules et des cerveaux d'extrême-droite, descend directement des *écrits antisémites de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lesquels ont largement prospéré dans les décennies suivantes* pour atteindre le point culminant que l'on connaît dans les années 1930-1940. Les années 1930 justement, dont la verve nauséabonde semble imprégner le discours de Zemmour à la Convention de la Droite.

Plusieurs citations, en effet, corroborent l'idée de l'historien. Tout d'abord, l'idée de raisonner contre *l'autre*, contre l'idéologie de l'autre au nom de la sienne, meilleure : Éric Zemmour se place en effet comme la tour principale d'un rempart contre *jacobinisme, droits de l'homme, néolibéralisme, communisme, fascisme et nazisme*, mais un rempart muni de canons et de meurtrières puisque, bien que se mettant en position d'*agressé* par ces idéologies qu'il considère comme équivalentes, c'est bien lui l'*agresseur*. Mise en scène paranoïaque classique du complotiste de bas-étage, celui-là même qui lutte contre une « Histoire Officielle » et pour la divulgation d'une « Histoire Cachée », dont les tenants et les aboutissants seraient, au choix, le gouvernement, les Juifs, l'Islam. Pour M. Bruttman, Zemmour descend directement de ce que l'on pourrait appeler le premier complotiste français moderne, Augustin Barruel (1740-1820), *pour qui la Révolution française était imputable à un complot ourdi par la Maçonnerie*. Car oui, Zemmour renie également bien volontiers la Révolution française en la reléguant, avec les Lumières et la Troisième République, aux côtés de la révolution de 1917. Le tout en invoquant le *droit au blasphème* octroyé par cette même Révolution française tant honnie. Oui, comme dans maints discours, maintes propagandes de nos années noires, le polémiste ne prend que ce qui l'intéresse dans tel événement ou dans telle idéologie pour en rejeter l'ensemble et passer pour un Messie aux idées nouvelles.

On retrouve dans son discours, parsemé de citations d'auteurs comme Joseph de Maistre ou Pierre Drieu la Rochelle, peu portés sur le républicanisme, les mêmes thématiques que dans ceux qui sévissaient en France à partir de 1934 surtout, mais qui n'étaient que le résultat d'une montée en puissance qui durait depuis des décennies. Par exemple, la Troisième République des *radicaux franc-maçons*, ou encore l'art contemporain, qu'il donne l'impression de considérer comme l'art dégénéré du XXI<sup>ème</sup> siècle (comme en leur temps – 1944 – Maurice-Yvan Sicard et Henry Coston dans Je vous hais !, remarque Tal Bruttman).

Ajoutons à cela, bien sûr, la haine zemmourienne habituelle, à commencer par son ennemi numéro 1, l'islam. Oui, l'islam et non l'islamisme, circonstance aggravante de tous les maux de France, quand il n'en est pas à l'origine, l'islam qui menace sa majorité à lui, Éric Zemmour, la majorité *blanche et catholique, attaquée par les minorités et en butte à l'État qui gouverne contre le peuple*. Celle de l'Homme Blanc Hétérosexuel *en voie d'extinction*, comme le dit l'essayiste lui-même. Et cette extinction est fomentée par les défenseurs du multiculturalisme et de l'intégration, *les cosmopolites citoyens du monde* cachés derrière le *pouvoir des banques* et *l'universalisme marchand*. Des clichés, des idées qui ont le vent en poupe dans « l'alt-right » contemporaine, qui a vite fait de considérer les auteurs du Grand Remplacement comme étant, inévitablement, les Juifs. Les Protocoles des Sages de Sion ne sont jamais bien loin dans cet imaginaire malsain. Le 28 septembre dernier, suivant M. Bruttmann, Zemmour a remplacé *la figure du juif par celle du musulman*, en en faisant l'ennemi colonisateur numéro un, celui qui vient attaquer le peuple français non en l'amputant de territoires, en l'occupant ou en le taxant de ses ressources et de ses hommes, mais en le remplaçant : et ainsi, Zemmour appelle de ses vœux à combattre *la colonisation du pays* et à se battre pour *sa libération*.

Et puis il y a les médias. À croire que ceux-ci aiment se faire insulter, être dénigrés, puisque mettant perpétuellement en valeur celui-là même qui crie au *bâillonnement* de sa pensée alors que son discours a été retransmis en intégralité sur LCI et que commence, dès le 14 octobre, son émission sur la chaîne CNews ? Que l'on ne doive pas cracher sur eux est un fait, mais alors pourquoi continuent-ils à tendre la verge pour se faire battre ? On l'avait vu dans une Controverse (43<sup>ème</sup>), également rédigée par votre serviteur, avec les Gilets Jaunes, mais c'est vrai aussi d'Éric Zemmour.

Et c'est justement ce qu'évoquent François Jost, professeur émérite à la Sorbonne, spécialiste des médias et auteur, notamment, de Pour une éthique des médias (Éd. de l'Aube) et Mémona Hintermann-Afféjee, journaliste et ancienne membre du CSA (de 2013 à 2019). Le premier, notamment, évoque un temps où les médias refusaient ou discutaient des façons d'interviewer des personnalités polémiques comme Jean-Marie le Pen. Le Monde disait, le 4 mai 2002, la veille du second tour de l'élection présidentielle, et alors que Jacques Chirac refusait de débattre avec son adversaire pour ses propos à tendance antisémite (aussi pour ne pas perdre les voix de gauche, mais là n'est pas la question), redouter *les astuces du candidat de l'extrême droite pour manier [les journalistes] à sa guise*. C'est bien différent maintenant. En effet, sous l'étiquette *plus rassurante* : « *écrivain et polémiste* », CNews offre à un multirécidiviste une possibilité de plus de s'exprimer librement sur son incapacité à s'exprimer librement. Et avant même que cette émission ne commence, LCI a diffusé en direct un *homme d'extrême droite* (Mme Hintermann-Afféjee réfutant l'emploi des mots *polémiste* ou *essayiste*) lisant *un texte pendant trente-deux minutes*. Ce qui pose plusieurs problèmes. La chaîne plaide « une erreur de format », et ne reconnaît qu'à demi-mot avoir eu tort de diffuser ce discours en admettant que l'on aurait dû, effectivement, laisser plus de place au pluralisme des idées en organisant un « débat ». Ce qui, pour M. Jost, est critiquable, car *l'incitation à la haine raciale doit être combattue, mais sûrement pas débattue*. Il cite alors la Cour européenne des droits de l'homme, pour qui la liberté d'expression trouve ses limites dans *toutes les formes d'expression qui propagent, incitent à, promeuvent ou justifient la haine fondée sur l'intolérance*. De même, le cahier des charges de LCI stipule qu'il ne faut *pas encourager des comportements discriminatoires en raison de la race, du sexe, de la religion ou de la nationalité*. Et François Jost de rappeler que c'est au nom de cet article que la chaîne avait été sanctionnée en février dernier pour ne pas avoir opposé de contradicteur (pas même le présentateur) au même Zemmour au cours d'une *Matinale*... Mémona

Hintermann-Afféjee est par ailleurs pour une sanction lourde, allant jusqu'à la rupture du contrat avec le CSA permettant à LCI d'être dans le bouquet de la TNT, soit *couper le signal*, comme pour la radio Skyrock en 1995. Après tout, on inflige bien une amende de trois millions d'euros *pour des gamineries et vulgarités d'un Hanouna*, alors pourquoi ne pas aller plus loin pour cette retransmission ? LCI se défend tout en tentant de faire amende honorable en admettant qu'il est vrai qu'*a posteriori, le discours sans contradiction ne s'inscrit pas dans [ses] formats. [Son] format, c'est le débat, dans des formats longs, avec des points de vue opposés et contradictoires*, nous rapporte M. Jost. Ce qu'il réfute tout de suite. À quoi s'attendait-on au juste, avec un discours d'Éric Zemmour à une « Convention de la Droite » ? Fallait-il vraiment attendre d'avoir diffusé ledit discours pour se rendre compte que *le direct lui ouvrait un espace de liberté pour propager, une fois de plus, les idées nauséabondes qu'il exprime à chaque passage dans les médias ?* C'est douteux.

Mais alors, pourquoi continuer à le diffuser, à l'inviter ? Les chaînes d'information le savent pourtant bien que les propos et les polémiques seront à chaque fois les mêmes ! Justement, note l'universitaire. Zemmour est une « bête de télévision ». Il lui doit tout, du moins toute son aura médiatique. D'abord journaliste pour la presse écrite, puis éditorialiste pour la radio, puis acquérant sa notoriété télévisuelle *d'abord grâce à ses débats dans l'émission « Ça se dispute », sur i-Télé, mais surtout à partir de 2006 grâce à son rôle de « sniper » dans « On n'est pas couché », sur France 2, il a été recruté pour faire du spectacle et de la provocation*. Et il s'est très vite attribué le rôle du trublion, que l'on regarde, comme un Jean-Marie Le Pen ou un Georges Marchais, plus pour ses frasques que pour ses idées. Il excellait et excelle encore dans l'atmosphère protégée des plateaux, alors que, dès qu'on le retrouve à devoir faire un meeting devant de vraies gens venues en nombre pour l'écouter, le propos devient laborieux.

Et tout cela pour quoi, finalement, si ce n'est *un calcul cynique de marketing* dans la conquête d'un marché qui de plus en plus se lasse des chaînes d'information en continu ? Car CNews vient de se faire dépasser par LCI dans la course aux parts d'audience, LCI qui s'attaque maintenant à BFM-TV, toujours leader incontesté du marché pour le moment. Alors, pour rattraper l'autre, le concurrencer, on va toujours plus loin dans l'outrance, mais une outrance qui plaît et convient à une certaine droite, celle qui *représente près de 30 % de citoyens*, ce *vivier d'audience* : François Jost nous rappelle que Gabrielle Cluzel, rédactrice en chef du site « Boulevard Voltaire » (à tendance extrême-droite) est l'invitée fréquente des plateaux de Bruce Toussaint, de Romain Desarbres ou de David Pujadas... Mais non parce qu'ils partagent l'idéologie de ce type d'invités, non, par pur intérêt financier.

Un comportement inacceptable pour l'ancienne membre du CSA, qui appelle au *boycott* de La Chaîne Info. Elle se justifie avec deux arguments : *la gravité de son manquement, et l'effet dans le voisinage du PAF*, qui a vite fait d'être attaqué par le virus « Nouvelle Droite ». Et puis, selon elle, jusqu'où iront les chaînes infectées dans la surenchère haineuse ? Car il arrivera toujours quelqu'un pour « faire mieux », pour aller plus loin... Car si le droit français et le CSA sont véritablement impuissants à sanctionner une chaîne de façon dissuasive, Mme Hintermann-Afféjee croit en la volonté d'un peuple à faire front face à ceux qui diffusent des appels à le diviser. Elle est très claire là-dessus, et selon elle les propos d'Éric Zemmour sont terriblement dangereux, et, en sa qualité de *reporter*, elle a vu des guérillas, se muant rapidement en guerres civiles dans les Balkans et en Afghanistan, se déclencher parfois pour moins que ça. Et il faut lui reconnaître cela : notre « homme d'extrême-droite » est à deux doigts d'un appel aux armes pour contrer la colonisation d'une *armée dont l'uniforme serait la djellaba*. Or, *notre imaginaire ne se construit que sur les écrans*, pour la journaliste, et qui les contrôle, contrôle tout ce qui dépend d'eux. Aussi, *dépendre des millions d'entre nous comme ennemis ne peut que provoquer la dislocation de la société*, et conduire à des conséquences dont certains ne savent, semble-t-il, pas mesurer la

gravité. Comme le gouvernement, à l'indifférence inquiétante (seuls Édouard Philippe et François Hollande, ont soufflé, à mi-mot, une parole réprobatrice...), et plus particulièrement Frank Riester, notre ministre de la Culture et donc lié au CSA, qui n'a formulé aucune réaction à l'égard de cette diffusion. Quel sens donner à ce *silence assourdissant* ? Comment, finalement, ne pas céder à la colère devant cette absence de réponse à ces trente-deux minutes, dignes de *Goebbels* (peut-être est-ce là un peu trop à mon avis), ou du *terrorisme sanglant de l'OAS* ? Comment auraient réagi les pouvoirs publics, si une chaîne d'information en continu avait passé une demi-heure de diatribe antisémite d'un *Alain Soral* ou d'un *Dieudonné* ? Ou, encore, quel regard porter sur la chaîne Paris Première, qui met fin au talk-show de Moix pour les raisons que l'on sait (58<sup>ème</sup> Controverse) mais ne fait que rappeler à l'ordre Zemmour ? Il est difficile, constate Mémona Hintermann-Afféjee, de ne pas croire, à tort ou à raison, à l'idée d'un *deux poids deux mesures*. Pour le plus grand bien de la société et de la Nation, notre PAF doit être assaini, indubitablement.

*Assainissement de notre paysage audiovisuel.* Mais ce constat se formule à la fin de chacune des controverses dont il est le théâtre ! Comment y parvenir ? Comment réussir à trouver le juste milieu entre « bonne parole et bien-pensance » et délires phobiques et paranoïaques ? C'est à ceux dont c'est le métier, qui ont été désignés pour cela, de réussir, non seulement à définir, mais à mettre en pratique, ces articles, amendements ou autres mises en garde qui n'ont jamais d'effet concret. Car on ne peut plus se permettre de diffuser ce genre de discours de haine, et de peur ; Zemmour le dit lui-même : *vous avez raison d'avoir peur*, il faut *paniquer*. Arrêtons cette forme de schizophrénie qui nivelle les incitations à la haine et à la terreur, à la guerre de *tous contre tous*. Si l'argent n'a pas d'odeur et que peu importe la façon dont elles font de l'audience (bien que certaines marques commencent à boycotter les pages publicitaires des émissions de Zemmour), les chaînes se doivent d'ouvrir les yeux sur ce qui les enrichit.

Enfin, et c'est sur cela que je terminerai, à la manière de Tal Bruttman, l'ouverture de la Convention de la Droite par ce discours a de quoi inquiéter quant à la reconstruction de notre paysage politique. Une droite morcelée, éclatée, qui n'intéresse plus personne (Christian Jacob a été élu à la présidence des Républicains ce tantôt dans l'indifférence générale) doit-elle donc choisir entre celle qui met à l'honneur *une mixtion hallucinatoire mêlant deux siècles de théories antirépublicaines et racistes* et celle qui rallie La République en Marche ? C'est le chemin que, à l'horizon des municipales de 2020, puis des régionales et départementales de 2021 et bien entendu des présidentielles et des législatives de 2022 semble prendre la droite de 2019. Et celle pour qui les Français semblent avoir le plus les yeux de Chimène, celle, *de demain, non plus héritière de De Gaulle, mais d'une droite au sein de laquelle Maurras et Pétain feraient presque figure de modérés*. Angoissant.

**Louis RUBELLIN (TL1), le 14 octobre 2019**